



ETUDE COMMUNICOMÉTRIQUE D'USAGE DES LANGUES NATIONALES DANS LA SPHERE POLITIQUE CONGOLAISE

TSHIBAMBA TSHIMBUYANGA Alain

Master en Sciences de l'Information et de la Communication
de l'Université de Kinshasa.

alaintshimbuyanga@gmail.com

Résumé : A nos jours, le rôle des outils langagiers de communication dans la conquête et l'exercice du pouvoir politique est incontestable. L'usage rationnel de ces outils détermine largement la réussite de l'action d'un acteur politique. Le recours à la langue reste un des préalables majeurs dans la lutte politique. Cet article se propose de réfléchir sur l'usage des langues nationales comme moyens de communication politique en République Démocratique du Congo. Il voudrait démontrer comment ces langues favorisent à la fois la compréhension et la réceptivité des messages des acteurs politiques.

Mots clés : Communication, Communicométrie, Politique, Langage, Langue

Abstract: Nowadays, the role of language tools of communication in the conquest and exercise of political power is indisputable. The rational use of these tools largely determines the success of the action of a political actor. The use of language remains one of the major prerequisites in the political struggle. This article aims to reflect on the Democratic Republic of Congo. He would like to demonstrate how these languages promote both understanding and receptivity of the messages of political actors by the target audience.

Keywords: Communication, Communicometry, Politics, Languages, Speech.

Introduction

L'histoire politique de la République Démocratique du Congo révèle que la communication politique a toujours été butée à des difficultés contextuelles dues essentiellement à la multiplicité des langues et dialectes qui y sont parlées. Lors des campagnes électorales, par exemple, des candidats ayant la maîtrise des langues nationales, ont généralement le privilège de faire accepter leurs projets de sociétés auprès des électeurs qui sont souvent séduits par un discours politique prononcé dans sa propre langue ou dialecte.

De ce fait nous nous sommes interrogés : Dans quelle mesure des langues nationales dans la sphère politique congolaise influence-t-il la mobilisation et la réception des messages politiques par les citoyens ? l'usage des langues nationales dans la sphère politique congolaise favorise une meilleure compréhension des messages politiques et renforce l'adhésion ainsi que la mobilisation des citoyens.

Le cas le plus récent est celui de Vital Kamerhe qui, lors des élections de 2006, avait fait usage d'une bonne maîtrise des quatre langues nationales dans sa communication politique pour faire accepter le projet de société et, donc, de faire élire son candidat qui jusque-là était inconnu du grand public. En 2011, lui-même s'est frayé une place parmi les candidats présidents, mais, face aux poids lourds (Etienne TSHISEKEDI Wa MULUMBA et Joseph KABILA KABANGE), il avait perdu. Ceci prouve à suffisance que les langues nationales ont une importance capitale en communication politique, mieux, dans la conquête du pouvoir politique.

Le recours aux outils langagiers, en l'occurrence les langues nationales, est l'un des facteurs qui permettent à l'acteur politique de persuader son auditoire. Il est source de performance voire d'efficacité dans le domaine de communication politique. C'est dans ce sens que Tjade Eone, un chercheur camerounais, souligne la nécessité pour les politiciens de revêtir des performances lors de leur communication. Il affirme que « nous sommes résolument entrés dans l'ère de la médiacratie et de la télécratie, une ère où les politiciens doivent faire preuve des performances télégéniques, c'est-à-dire, prouver leur aptitude à communiquer » (Eone TJADE, 1999 : 10).

Mais, une bonne compréhension du discours politique dans le contexte électoral congolais, nécessite un bon usage de ces langues nationales pour ainsi convaincre le public cible. Ce qui fait que l'appropriation ou acceptabilité d'un message passé en langue locale du milieu, influence à grande échelle les électeurs qui non seulement vont s'identifier dans la personne du candidat, mais surtout à la culture portée par la langue parlée du milieu.

1. Elucidation conceptuelle

L'éclaircissement des concepts qui font le socle de notre sujet de recherche est une étape capitale pour faciliter la compréhension de cette dernière. D'où, nous allons définir des concepts tels que la communication politique, la communicométrie, le langage et langue.

- La communication politique

À tous les niveaux, la politique a besoin de communication pour se réaliser pleinement. Au niveau anthropologique, la communication intervient comme mise en scène des détenteurs du pouvoir, associée à un travail de légitimation de l'autorité. Au niveau gouvernemental, la communication est liée à la propagande qui contrôle les représentations sociales et mobilise les gouvernés, ou à l'art d'assurer la publicité la plus favorable aux actions entreprises en s'appuyant sur les médias. Au niveau électoral, la communication s'apparente à un travail persuasif, pour s'attirer les suffrages et au niveau axiologique, la communication, associée au principe kantien de Publicité (au sens de rendre public et transparent) (Arnaud MERCIER, 2017 : 17).

La communication est la circulation des messages réciproques, verticalement et horizontalement entre différents acteurs au sein d'une structure privée ou encore d'une communauté de personnes de nature publique. La communication se réalise nécessairement, et dans chacun des secteurs de la vie, dès lors qu'il y a relation entre les personnes (NGOMA - BINDA, 2011 : 33-34).

Selon Ngoma-Binda, la communication politique joue un rôle important qu'il est possible de saisir de façon détaillée en six points : faire connaître et transmettre les attentes et les demandes, expliquer les ordres, les attitudes, les comportements requis ainsi que les raisons des décisions prises ou à prendre, (3) créer une communauté de pensées, d'idées, de sentiments entre différentes parties concernées (gouvernants et gouvernés) en vue d'une vision commune des objectifs de la réalité nationale, (4) participer à la définition par tous les citoyens socialement adultes des objectifs, des stratégies et des modes de formation et de gestion d'une nation prospère et puissante, (5) créer la cohésion, l'harmonie et (6) assurer chacun sur sa fidélité et sa détermination à travailler pour la cause de la communauté (NGOMA BINDA, 2011 :35).

La communication politique s'active ainsi dans plusieurs milieux en tenant compte des occupants. D'où l'usage des outils appropriés s'avère indispensable, surtout à l'ère de l'internet qui fait du monde une seule planète (Anne-Marie GINGRAS, 2003 : 165). Aussi, une définition qui me semble opérationnelle en analyse du discours est celle de Ghiglione qui voit le discours politique comme un "discours d'influence produit dans un monde social", et dont

le but est d'"agir sur l'autre pour le faire agir, le faire penser, le faire croire (Rodolphe GHIGLIONE, 1989 :57).

Le discours politique représente une communication politique tenue par des professionnels de la politique qui ciblent un auditoire précis. Cette parole politique qui s'inscrit dans la pratique discursive et sociale recouvre les stratégies énonciatives auxquelles le locuteur aura recours dans son discours pour atteindre sa visée communicative.

- La communicométrie : Il s'agit d'une approche de la communication qui s'intéresse aux statistiques de la communication. Elle vise le nombre des mots utilisés dans un message, le nombre des langues utilisées pour passer une communication ou autres formes de mesurage de la communication (Bob BOBUTAKA, 2010 : 54).

La réceptivité d'un message est sujet au nombre. Le nombre de locuteurs, ou nombre des canaux utilisés pour passer son message. C'est ainsi que dans notre recherche, nous faisons une étude communicométrique des langues utilisées par des acteurs politiques en RDC. Nous nous intéressons plus aux langues nationales que sont le Lingala, le Swahili, le Tshiluba et le Kikongo.

- Le langage

Le langage est une capacité d'exprimer une pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes (vocaux, gestuels, graphiques, tactiles, olfactifs, etc.) doté d'une sémantique, et plus souvent d'une syntaxe, mais ce n'est pas systématique.

Les langages sont constitués de signaux correspondant au support physique de l'information. L'émission de ces signaux est permise grâce à diverses structures dont l'évolution a permis un perfectionnement de la communication (www.wikipedia.org). Chez l'être humain, c'est la capacité observée d'exprimer une pensée et de communiquer entre autres au moyen d'un système de signe comprenant des fonctions linguistiques telles que la phonétique, la phonologie, la syntaxe et le pragmatique.

Bien-sûr un système aussi compliqué qui possède des nuances que les médias et d'autres publications utilisent afin de persuader ou distraire l'auditoire auquel les paroles sont adressées. Très souvent, on voit que ces systèmes ne sont pas limités au langage vocal. André Martinet a relevé la double articulation du langage, qui singularise le langage humain, mettant en évidence l'extraordinaire souplesse de sa combinaison (André MARTINET, 1961 : 33).

- La langue

Une langue est un système évolutif de signes linguistiques, vocaux, graphiques ou gestuels, qui permet la communication entre les individus. Selon

le linguiste André Martinet, « une langue est un instrument de communication selon lequel l'expérience humaine s'analyse, différemment dans chaque communauté, en unités douées d'un contenu sémantique et d'une expression phonique, les monèmes ; cette expression s'articule à son tour en unités distinctives et successives, les phonèmes, en nombre déterminé dans chaque langue, et dont la nature et les rapports mutuels diffèrent eux aussi d'une langue à l'autre ».

Il n'existe pas de critère strictement linguistique permettant de distinguer une langue d'un dialecte. Dans une perspective sociolinguistique (étude des langues dans leur rapport aux sociétés), le terme « langue » définit tout idiome remplissant deux fonctions sociales fondamentales : la « communication » (c'est au moyen de la langue que les acteurs sociaux échangent et mettent en commun leurs idées, sentiments, pensées, etc.) et l'« identification » (par son double aspect individuel et collectif, la langue sert de marqueur identitaire quant aux caractéristiques de l'individu et de ses appartenances sociales). Par conséquent, les « langues » sont des objets vivants, soumis à multiples phénomènes de variations et les frontières entre les langues sont considérées comme *non hermétiques*, car elles relèvent d'abord des *pratiques sociales*.

On appelle langue naturelle une langue qui s'est formée au cours du temps par la pratique de ses locuteurs, à partir d'états de langues antérieurs et/ou d'emprunts à d'autres langues. C'est le cas d'une grande majorité des langues parlées dans le monde.

Au contraire, on appelle langue construite, parfois improprement langue artificielle, une langue qui résulte d'une création normative consciente d'un ou de plusieurs individus. C'est notamment le cas de l'espéranto, seule langue construite comptant un nombre significatif de locuteurs, parlée dans plus de 120 pays du monde. Certaines langues ont également été créées historiquement pour permettre l'intercompréhension entre des locuteurs à l'occasion d'échanges commerciaux, comme le kiswahili, mélange de grammaire bantoue et de vocabulaire arabe, développé après la Renaissance par les marchands sur la côte est-africaine.

2. Les langues nationales comme facteurs d'intégration d'un acteur politique

Les langues nationales en République Démocratique du Congo sont déterminantes dans le processus d'intégration d'acteur politique dans un milieu donné pour des fins politiques. Un acteur politique qui s'exprime dans une langue nationale maximise considérablement ses chances de faire accepter son projet de société par la communauté concernée et de s'y intégrer.

Cependant, chaque langue nationale pour être bien parlée et comprise, exige le respect ou la maîtrise de règles grammaticales. Cela favorise une

communication appropriée entre l'acteur politique et ses interlocuteurs. Cet outil de communication permet aux acteurs politiques non seulement de faire accepter leurs messages dont ils sont porteurs, mais aussi de favoriser une forme d'intégration qui les approche des publics cibles. En se servant de ces langues, les messages politiques sont bien compris, et leurs acteurs sont du coup considéré comme faisant partie de la communauté concernée.

3. Aperçu historique de rapport entre une langue et la politique

Dans la Grèce antique, l'idée de la parole et celle de la politique étaient étroitement liées. Dans cette société, l'art politique était inséparable à la rhétorique. En ce sens, tout politicien ou encore tout homme d'Etat était appelé à maîtriser les techniques permettant de bien parler. Aristote souligne le lien entre l'art politique et le langage en ces termes : « Qui ne pouvait penser la politeia sans la réflexion sur le langage ». Ce dernier est le propre de l'homme à l'instar de l'animal, on a vu les Etats imposer progressivement une langue officielle par marginalisation des vernaculaires au profit d'une langue étrangère donnée, comme en République Démocratique du Congo où le français constitue une langue officielle, une langue de l'administration. L'influence du français dans tous les secteurs de la vie nationale de ce pays a favorisé son classement par la francophonie en position sur le plan mondial.

En République Démocratique du Congo, bon nombre des politiciens prend peu à peu conscience de la nécessité, en communication politique, de recourir aux langues locales, en lieu et place des langues étrangères, en l'occurrence le français, pour mieux passer leur message. L'usage des langues locales en République Démocratique du Congo notamment « Lingala, Kikongo, Swahili et le Tshiluba », qui sont les quatre langues nationales parlées dans ce pays, attire la sympathie du plus grand nombre des personnes et facilite la communication et la compréhension mutuelle d'un auditoire déjà acquis d'avance, et maximise la chance d'une communication politique réussie.

L'usage des langues nationales dans le domaine de la communication politique en République Démocratique du Congo ne date pas d'aujourd'hui. Après l'accession du pays à l'indépendance, vers les années (1965-1997), la politique de « zaïrisation », réintroduit les langues africaines dans l'enseignement, notamment pendant les deux premières années de la scolarité primaire, mais ne remet pas en cause la primauté du français dans le domaine économique et social (www.wikipedia.org).

Le Président Mobutu avait institué l'intégration de la langue locale en l'occurrence « Le lingala », dans ses discours et allocutions politiques pour mieux toucher sa cible et asseoir son autorité. Comme dictateur, le Président Mobutu avait la maîtrise de la langue et savait communiquer ; il avait également réussi à

tisser une relation de confiance avec la population de toutes les provinces du pays, certains de ses slogans se fonde encore parler de lui aujourd'hui et la population congolaise toute entière se souviennent encore jusqu'à ce jour de son franc parler et de ses faits et gestes remarquables.

Mais, hélas ! Dès janvier 1997, avec l'arrivée de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération, Laurent Désiré Kabila, devenu président de la République Démocratique du Congo, et voulant finir complètement avec le régime de Mobutu a favorisé progressivement l'effacement des langues locales dans les conférences de presse et voulant à tout prix effacer toute les traces du dictateur, à partir de ce moment précis la donne va changer, le nouveau régime prend place, l'usage de la langue locale va disparaître peu à peu dans les conférences de presse et dans ses discours politiques. Et dans les rangs de l'administration publique et de l'armée, c'est une autre langue nationale qui va prendre la tête, à savoir le Swahili.

4. Atout de la communicométrie des langues nationales

A cette ère du numérique, la langue nationale utilisée dans la communication politique devient un outil de mesurage des acteurs protagonistes à la communication politique. Un message communiqué en français par exemple, aura moins des récepteurs que s'il était communiqué en une langue locale. Ainsi, les acteurs politiques, qui recourent à des langues nationales, ont plus de chance de faire adhérer un grand nombre de public à leur discours ou idéologie.

La langue nationale joue également le rôle symbolique d'appartenance politique. Depuis l'époque de multipartisme, elle a créé une géopolitique basée sur la tribu ou les communautés.

C'est ainsi que certains partis politiques étaient identifiés par rapport à la langue : ABAKO pour les Bakongo du Bas Zaïre, UDPS pour les Baluba, UNAFEC pour les Baswahili, PALU pour les Bakongo du Bandundu, etc.

Ces langues nationales valent bon pesant d'or et leur apprentissage ne peut pas faire l'objet de contrainte, au contraire, cela doit être un motif de fierté et d'appartenance culturelle.

Les discours politiques en langues nationales solidifient les rapports entre sympathisants et font en sorte que l'électorat soit acquis à la cause au nom de la langue parlée.

5. Dualité d'acquisition entre langues nationales et le français

Lors de la pénétration de premiers locuteurs du français dans ce pays, ce sont tous les contextes d'acculturation tels que les chantiers de travail, les stations de l'Etat, les factoreries, les camps de la force publique, les stations de missions évangéliques où Européens et populations locales entraînent en contact les uns

avec les autres qui ont constitué les premiers cadres d'acquisition du français. Au fur et à mesure que s'organisait la mise en valeur du territoire, c'est l'école, par le système de l'enseignement, qui est devenue le principal moteur d'apprentissage du français. Mais, en dehors de l'école, comment le français est-il acquis en République démocratique du Congo ?

L'acquisition extra-scolaire du français en République démocratique du Congo se fait de deux manières : l'acquisition, dès le jeune âge, et l'acquisition par contact direct avec les francophones. Nous avons écarté l'acquisition par l'alphabétisation parce qu'elle s'apparente, quelque peu, à l'apprentissage par l'école.

La majorité de locuteurs congolais francophones a acquis le français par l'enseignement/apprentissage à l'école et accessoirement par l'alphabétisation.

Le rôle joué par l'école dans l'apprentissage du français n'est plus à démontrer même si des résultats ne sont pas toujours à la hauteur des investissements, des sacrifices et des efforts consentis par certains acteurs politiques qui cherchent à passer leur message auprès de ces locuteurs. Certes, ces locuteurs cibles des messages politiques et peuvent prêter oreille au message, mais l'assimilation demeure un sérieux défi à relever.

Au-delà de ce qui précède, il convient de noter que la communication politique en langue nationale, est inséparable des us et coutumes de la communauté cible, dont les harangues, les slogans etc. Un politicien, qui s'adresse à une population cible dans une langue nationale quelconque, est appelé à maîtriser les règles qui doivent accompagner son propos.

Dans certains milieux, pour que la population cible puisse suivre fidèlement, se reconnaître dans un discours politique, ils doivent à chaque proposition, achever les mots. Exemple, « le gouvernement doit agir en faveur de la... » et eux achèvent par « la population » ; « nous sommes enfants de ce ... », et ils ajoutent « de ce village ». Cette communication a donc une particularité qui n'est pas seulement le discours en langues nationales, mais on y ajoute des us de communication qui accompagnent le discours politique adressé au coin.

Ce type de communication n'est pas possible si l'acteur utilise le français comme langue de communication pour s'adresser au public cible, car chaque langue a ses caractéristiques grammaticales ou orthographiques. Donc les acteurs politiques qui aiment ou envisagent séduire le plus des personnes, sont appelés non seulement à recourir à la langue parlée du milieu, mais doivent aussi connaître des us et pratiques de ce milieu.

En ce qui concerne des harangues d'une manière générale la communication politique en langues nationales cherche aussi non seulement susciter l'intérêt des auditeurs, mais aussi maintenir le contact permanent avec ces derniers. C'est ce qui fait que dans l'histoire politique de notre pays, seuls les

politiciens usant des harangues pouvaient avoir plein succès lors de leurs discours politiques. Nous pouvons citer le cas du défunt MOBUTU Sese seko, qui lui ne pouvait se passer de « Nye nyee... nye. Nasakola... sakola.

Nous pouvons définir les harangues comme étant un procédé oratoire servant à éveiller l'attention et à accrocher l'intérêt du public. Ces éléments phatiques permettent l'interactivité dans un long discours face à un public ou une foule. L'interactivité se réalise à travers des questions réponses au cours même du discours. Ce sont toutes les questions d'anecdotes, de proverbes, d'adages, et même de chansons entonnées par l'orateur. Cette pratique fait la beauté de discours et la force de conviction de la parole (NGOMA BINDA, 2011 : 77).

On peut prendre les exemples tels que :

- Nye nye... nye !
- Bomba bomba...mabe !
- Olukaka makambo...lelo okoyeba !
- Abuuu ... pia !
- Udps vivaaaaaaaaa ... viva !
- Fatshi beeeeeeeee... béton !
- Camarade oh... oh ! □ Etc.

En définitive, il ne faut certes pas pousser la comparaison trop loin, et l'on ne peut sans doute espérer que le Lingala, le Tshiluba, le Kikongo ou le kiswahili donnent un jour naissance à autant d'écrits que la langue française. À la Renaissance, en effet, le français était en concurrence avec une langue morte, le latin ; de nos jours, les langues nationales ont des « adversaires » autrement plus redoutables dans l'anglais et le français.

6. L'émergence des langues nationales en Afrique

Devrait-il obligatoirement passer par l'apprentissage d'une langue étrangère pour communiquer en politique ? Depuis les années 50, bon nombre d'intellectuels africains de renom ont fait entendre leur voix pour réclamer l'officialisation de l'usage des langues nationales en Afrique. C'était pour eux une question de dignité, de reconnaissance du patrimoine culturel et historique, et de pragmatisme, tout bonnement (Jean-Marc CHÂTAIGNER et Hervé MAGRO, 2007 : 568).

Il fallait quand même d'abord combattre l'idée, fort répandue pendant toute l'époque coloniale, que les langues africaines nationales (on disait plutôt les patois ou les dialectes) étaient pauvres (le Kikongo, prétendaient certains, ne comptait que deux ou trois cents mots, par exemple) et incapables d'abstraction. Il y a peu de chances que le résultat soit probant, mais l'objectif était de provoquer un électrochoc dans les esprits (Henry TOURNEUX, 2008 : 14).

Il a fallu attendre longtemps pour que les africains en général, et les congolais en particulier comprennent que les langues nationales comportaient beaucoup d'éléments locutoires dans une communication politique. Et étant des composantes majeures d'une culture, les langues nationales favorisent, de nos jours, une communication politique efficace. L'intégration de lingala dans le répertoire des langues traduites par Google en est un exemple patent de l'importance de nos langues nationales. La pratique et la valorisation des langues nationales est désormais un défi majeur à relever pour nos dirigeants et des praticiens de la politique, qui envisage de conquérir un public cible et sympathisants à des échéances électorales.

Conclusion

Nous avons réfléchi, dans cet article, sur la question de l'usage des langues nationales en communication politique en République Démocratique du Congo, et dans une approche communicométrique. Dans cette étude, nous avons démontré l'importance capitale des langues nationales dans le discours politique non seulement comme facteurs d'adhésion de la communauté ciblée aux programmes politiques, aux valeurs et idéologies véhiculées, mais d'intégration des acteurs politiques. Le recours également à des harangues en langues nationales contribue au maintien de contact avec le public cible. Et le fait de communier avec sa base en langue du milieu, augmente le nombre d'auditeurs, ce qui fait que l'idéologie est assimilée sans difficulté.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOBUTAKA, B., 2010, *Ecrits, Information et communication en RDC*, Paris, L'Harmattan.
- CHÂTAIGNER, J-M. et MAGRO, H., 2007, *États et sociétés fragiles : Entre conflits. Reconstruction et développement*, Paris, Karthala.
- GHIGLIONE, R., 1989, *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*, Paris, (Ed) Armand Colin.
- GINGRAS, A-M., 2003, *La communication politique : Etats des avoirs, enjeux et perspectives*, Québec, PUQ.
- MARTINET, A., 1961, *Eléments de linguistique générale*, Paris, Colin.
- MERCIER, A., 2017, *Communication politique*, Paris, Les essentiels d'Hermès.
- NGOMA BINDA, P., 2011, *Leçons de marketing politique et sociale*, Kinshasa, Cedesurk.
- TJADE, E., 1999, « Démocratie, bonne gouvernance et communication », dans *Democracy and Good Gouvernance*, Paris, ICASSRT.
- TOURNEUX, H., 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, Garoua, édition Karthala.